

### Pages bleues

- a Deux activités: une soirée d'info sur les carrières et les professions en histoire et une conférence-débat sur l'identité wallonne et histoire"
- b Hommage au Pr Jacques Lory le 7 mai 1999  
Entre nous
- c Centre interfacultaire d'étude en histoire des sciences  
L'informatique appliquée aux lettres et à l'histoire. Entretien avec Michel Dorban
- d Les Archives de l'Etat en Brabant wallon. Un nouveau dépôt à Louvain-la-Neuve  
Nos membres publient: Marie-Thérèse Lacroix

## EMPLOI

### Portrait "fin de siècle" L'insertion professionnelle et les réalités de carrière des jeunes diplômés en histoire de l'UCL dans les années 90 (1ère partie)

*En 1992, une enquête avait été lancée par notre Association auprès des historiens sortis de l'UCL dans les années 80. Au même moment, un travail similaire était mené par le tout jeune Service-Emploi de la Faculté de Philo et Lettres (1). De part et d'autre, les résultats confirmèrent ce qu'on soupçonnait déjà : la percée des licenciés en histoire dans les médias, la fonction publique, le secteur du livre et les organisations de services.*

*En raison de l'évolution du marché de l'emploi dans les années 90, notamment du fait de l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, une mise à jour s'imposait.*

Nous avons contacté les 367 anciens étudiants en histoire des promotions 1990 à 1996. Les promotions ont été reconstituées à partir des listes du Département d'Histoire et du Secrétariat des Etudiants de l'UCL (2). Le critère choisi pour cette reconstitution est l'année au cours de laquelle l'ancien étudiant a été inscrit pour la 1ère fois en 2e licence, et non l'année de remise du mémoire et d'obtention effective du diplôme de licence. Ce choix s'explique par le temps (trop) important consacré au mémoire. En d'autres termes, l'historien inscrit en 2e licence en 1985-1986, mais qui n'a déposé son mémoire qu'en 1990, n'a pas été contacté. A l'inverse, nous pouvions recevoir les réponses d'anciens étudiants qui n'ont pas encore décroché le diplôme de licencié faute d'avoir franchi le dernier obstacle (un seul cas).

Nous avons préféré ne pas reprendre les promotions 1997 et 1998, plus tout à fait étudiantes et pas encore vraiment sur le marché de l'emploi.

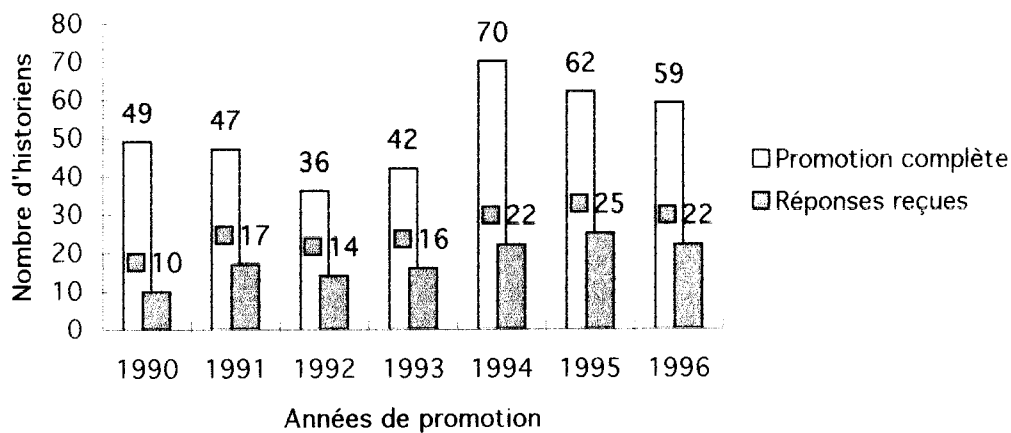
La principale difficulté consistait à faire parvenir le questionnaire de 8 pages à un maximum d'historiens, car

les premières années de la vie professionnelle sont jalonnées de nombreux déménagements. Grâce au fichier de l'Association des Historiens, nous disposions de 358 adresses auxquelles a été expédié un questionnaire fin janvier 1999. Une douzaine d'envois nous sont revenus avec la mention "inconnu à l'adresse indiquée". Ce faible taux de retour peut s'expliquer par la remise à jour régulière des adresses du fichier de l'Association dans le cadre de l'envoi de la revue *Clio*. Mais il est probable qu'un nombre plus élevé d'envois (impossible à évaluer) n'est jamais parvenu à destination, notamment pour ceux qui résident à l'étranger.

**Au total, 126 questionnaires nous ont été renvoyés dûment complétés, soit 35% des 358 envois** (voir graph.1). C'est nettement plus qu'en 1992 puisqu'à l'époque, nous avions obtenu 113 réponses pour 531 envois, soit 21%. Ces 126 questionnaires seront dans la suite de l'article dénommés "l'échantillon".

Les historiens qui ont répondu sont, contrairement à la précédente enquête, en majorité des historiennes : 67F

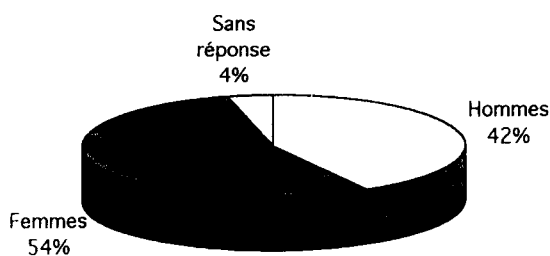
**Graphique 1: Répartition des réponses reçues par année de promotion**



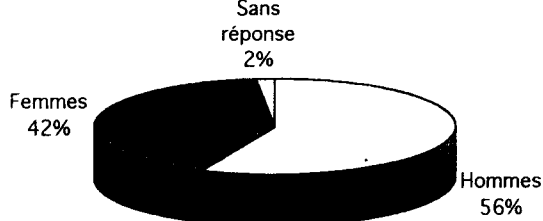
pour 53H, soit 53% de F pour 42% d'H, ce qui correspond à peu de choses près à la répartition par sexe des 367 historiens sortis entre 1990 et 1996 (56%F-44%H)(Voir graph. 2A-B)

dans 10 cas, 26 ans dans 4 cas). Rien que de très normal puisque l'on entreprend toujours les études d'histoire au sortir des humanités, éventuellement en réorientation après un premier échec dans l'enseignement universitaire, exceptionnellement après une première formation supérieure (de régentat généralement : un seul cas sur les 122 historiens)(3).

**Graphique 2A: Répartition des 126 historiens par sexe (Enquête de 1999)**

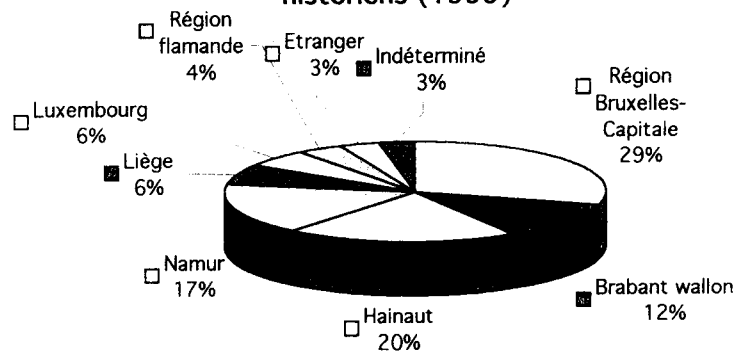


**Graphique 2B: Répartition des 113 historiens par sexe (Enquête de 1992)**

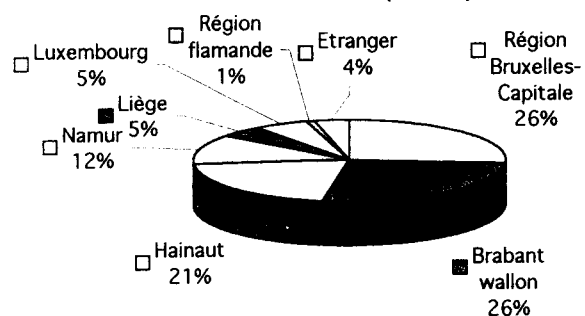


Nos 126 historiens habitent le plus souvent à Bruxelles, dans le Brabant wallon, le Hainaut et le Namurois, les régions habituelles de recrutement de l'UCL, comme le montrait déjà l'enquête de 92 et comme nous le confirme le fichier d'adresses de l'Association (Voir graph. 3A-B). Lorsqu'ils étaient en 2e licence, ces étudiants étaient pour la plupart âgés de 21-22-23 ans (24 ou 25 ans

**Graphique 3A: Situation géographique des 126 historiens (1999)**

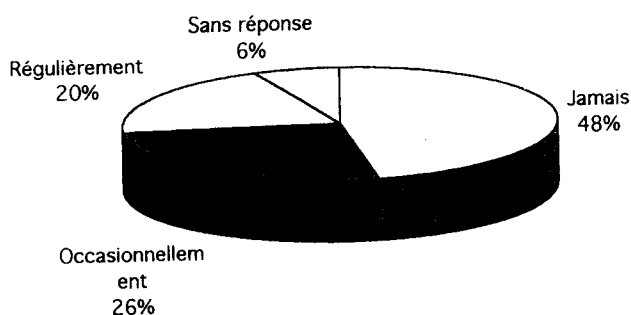


**Graphique 3B: Situation géographique des 113 historiens (1992)**

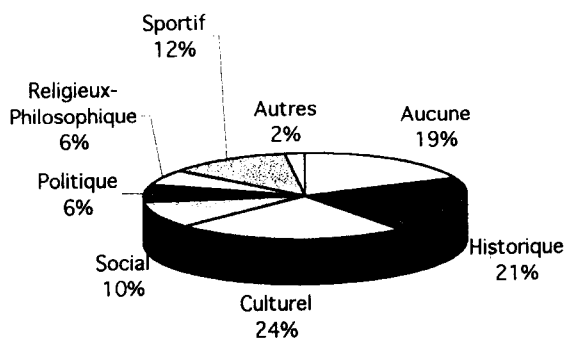


Comme le souligne M. de Roubaix par ailleurs, les historiens ne font pas leur choix de formation par hasard ou par opportunisme. Leur passion s'exprime par la poursuite plus ou moins régulière de recherches à caractère historique ou plus simplement par leur adhésion aux associations historiques et culturelles. Les historiens testés ici ne font pas exception à ce constat maintes fois répété, comme le montrent les graphiques 4 et 5. A noter que, sur les 25 personnes déclarant continuer régulièrement des recherches scientifiques, 20 exercent des fonctions professionnelles au sein du monde universitaire (11 cas), en histoire de l'art (archéologie, antiquariat, muséologie... - 4 cas), dans l'enseignement (3 cas) ou comme archiviste (2 cas).

**Graphique 4: Poursuivez-vous des recherches à caractère historique ?**



**Graph. 5 Etes-vous membre d'association(s) à caractère... ?**



Globalement, les historiens qui ont répondu à l'enquête peuvent donc être considérés comme représentatifs de l'ensemble de la population étudiante en histoire pendant la période 1990-1996.

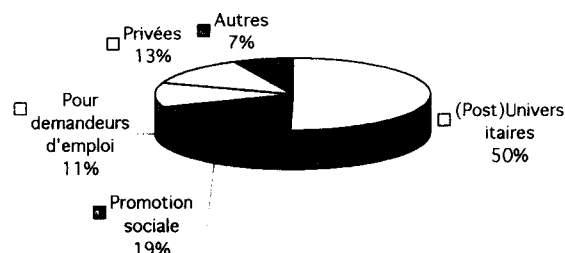
### Formations complémentaires

101 historiens ont suivi au total 157 formations complémentaires, soit 1,5 par personne. Comme on le voit au graph. 6, ces compléments sont pour moitié suivis à l'université, pour moitié suivis en dehors (promotion sociale, formations pour demandeurs d'emploi, forma-

tions privées...).

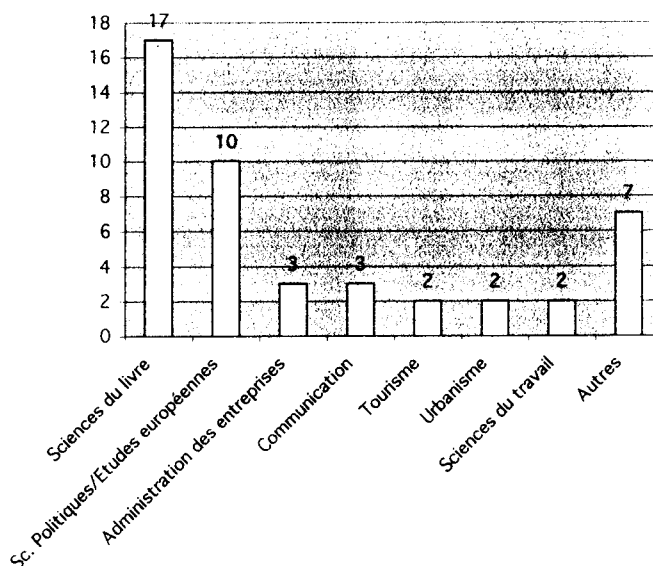
44 historiens ont suivi 46 formations universitaires ou postuniversitaires à l'UCL. Pas de spécialisations en histoire, mais bien des formations introduisant à d'autres disciplines, en 1 an (diplôme d'études complémentaires - DEC) ou en 2 (autre licence).

**Graph.6: Nature des 157 formations complémentaires suivies par 101 historiens**



Un diplôme a nettement la cote : le *DEC en sciences du livre* (16 fois cité). Il est suivi de près par les formations en *études européennes/sciences politiques* (10 fois cité). Le reste (20 formations) se répartit entre une douzaine de diplômes différents (voir graph.7)

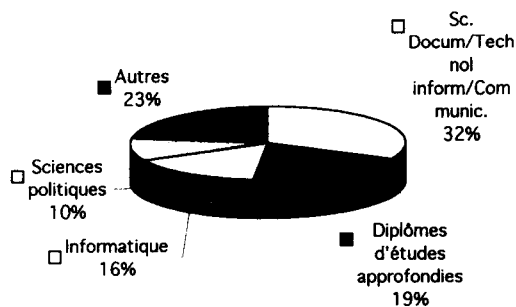
**Graph. 7: Identification des 46 formations complémentaires suivies à l'UCL par 44 historiens**



27 historiens ont suivi une ou plusieurs formations (post)universitaires dans d'autres institutions que l'UCL: 18 en Communauté française, 6 en Communauté flamande (dont 5 à la KULv), 3 à l'étranger (Fr-UK-It). Plusieurs pôles émergent (graph. 8)

-Le premier en nombre rassemble les filières en *communication, en technologies de l'information et en sciences documentaires* (10 cas - ULB-Ulg-KULv).

**Graph. 8: Identification des 31 formations postuniversitaires suivies par 27 historiens ailleurs qu'à l'UCL**



–Les DEA (*diplômes d'études approfondies, à finalité académique*) arrivent en seconde position (6 cas). Ils n'ont pas seulement été suivis en histoire (sciences médiévales) mais également dans d'autres sciences humaines (anthropologie, linguistique...). Tous ceux qui ont opté pour cette direction travaillent actuellement dans une fonction de recherche universitaire.

–Nouveauté significative par rapport à l'enquête de 1992 : la *licence en informatique* (5 cas – FUNDP, UMH).

–La filière "*sciences politiques*" est bonne quatrième (3 cas).

Le succès du DEC en sciences du livre s'explique aisément : il est organisé en Faculté de Philosophie et Lettres à l'UCL et forme à un secteur d'activités qui intéresse beaucoup les historiens. De plus, son efficacité semble avérée : les 17 historiens qui ont choisi cette 5e année de formation à l'UCL ont travaillé ou travaillent tous, à une exception près, dans une bibliothèque, une maison d'édition ou une librairie. Leur évaluation de ce DEC est d'ailleurs très positive, du fait des cours de gestion qu'il propose (marketing, informatique, droit, comptab.) et surtout de la plongée dans la vie professionnelle qu'il permet via le stage de plusieurs mois. De plus, depuis 3-4 ans, cette formation est reconnue par la Communauté française pour l'accès aux bibliothèques publiques. Ceci permet d'éviter aux titulaires du DEC de devoir courir derrière le certificat d'aptitude à gérer une bibliothèque publique.

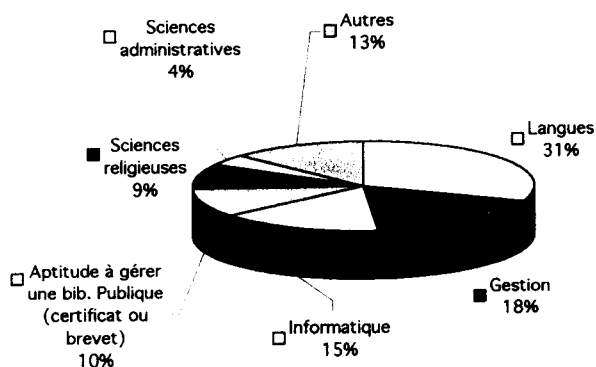
C'est exactement le contraire pour les formations complémentaires en études européennes et en sciences politiques. Les diplômés sont nombreux à signaler l'inutilité de ces filières dans leur recherche d'emploi. Un seul exerce une activité professionnelle en rapport avec le monde politique, mais il souligne que, si la formation complémentaire lui a ouvert la voie vers son emploi, c'est la licence en histoire qui lui a permis de s'adapter au poste et de le conserver ! Un autre témoin précise que pour l'accès à certains concours de la fonction publique, c'est la licence en science politique qui est prise en considération

et non le diplôme d'études complémentaires ! (4).

Le même type de constat peut être tiré avec l'ensemble des autres formations post-universitaires, suivies à l'UCL ou non. Globalement, la corrélation entre le complément et l'emploi ultérieur est probante lorsque le complément transmet des compétences techniques, lorsqu'il offre l'occasion de prêter un stage professionnel et/ou lorsqu'il permet d'acquérir la maîtrise orale des langues étrangères (pour les diplômes des universités flamandes p.ex.). Dès que la formation complémentaire reste plus généraliste et plus académique, son importance passe au second plan et le diplômé met en évidence d'autres facteurs (sa personnalité, ses jobs d'étudiants, ses connaissances en langues...) dans sa recherche d'emploi.

Parfois, une formation complémentaire est obligatoire : brevet d'aptitude pour travailler dans une bibliothèque publique, sciences religieuses pour enseigner la religion. Ceci explique que ces formations se retrouvent régulièrement dans les formations suivies par nos historiens en-dehors de l'université (voir graph. 9). Ce sont pourtant les cours de langues, d'informatique et de gestion (communication d'entreprise, marketing, ressources humaines, comptabilité...) que nous avons le plus souvent recensés. Ils fournissent des compétences techniques appréciées, voire exigées, par la plupart des employeurs.

**Graph.9: Identification des 78 formations complémentaires suivies hors universités par 52 historiens**

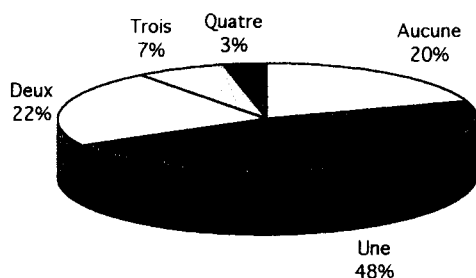


Alors, utile, une formation complémentaire ? Oui à condition qu'elle permette d'acquérir des aptitudes non développées dans la formation initiale.

Si l'on ne prend pas en considération l'AESS, 25 diplômés – dont 9 enseignants – n'ont suivi aucune formation complémentaire (Voir graph. 10). La présence de nombreux enseignants dans ce groupe ne doit pas étonner puisqu'il ne faut en principe d'autre diplôme complé-

mentaire que l'AESS pour accéder à ce secteur d'activité. Restent 13 historiens (10% de l'échantillon) qui n'ont eu besoin d'aucun complément pour s'insérer dans le secteur associatif, la fonction publique ou l'entreprise. Commentaire d'un diplômé : " Formation sur le tas. Il n'y a rien de mieux que la pratique. "

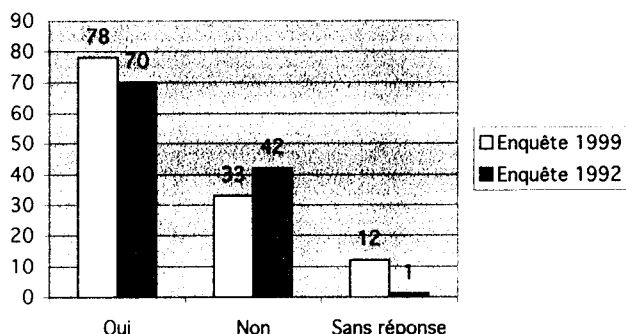
**Graph. 10: Nombre de formations complémentaires suivies par les 126 historiens**



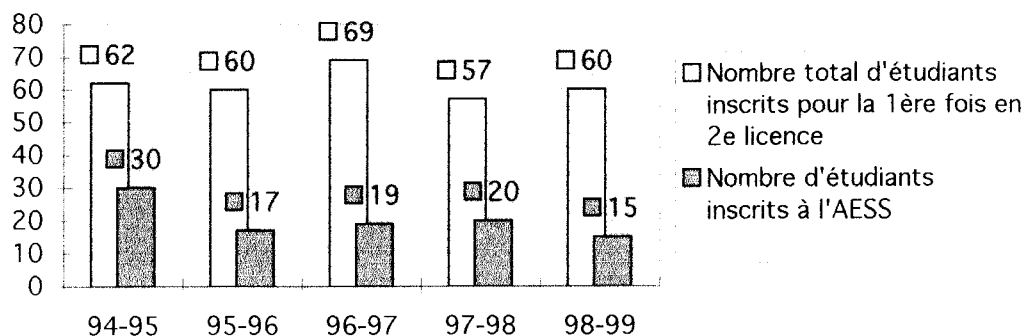
### Les enseignants

La majorité des diplômés de notre échantillon (63%) a décroché l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) dans la foulée du titre de licencié (Graph. 11).

**Graphique 11: Etes-vous titulaire de l'agrégation (AESS) ?**



**Graph. 12: Etudiants inscrits pour la 1ère fois à l'AESS (94-95/98-99)**



La situation n'a guère varié par rapport à la précédente décennie puisque dans l'enquête de 1992, ils étaient 62% d'agrégés.

Ce statu quo est cependant trompeur. Car depuis 1995, la situation a sensiblement évolué. Suite aux vagues de grèves, au discours négatif du politique et des médias sur la profession enseignante et à la réforme des AESS à l'UCL, le nombre d'étudiants inscrits pour la première fois au programme d'agrégation en histoire a nettement diminué (voir graph.12) (5). Si cette tendance se confirme, on peut d'ailleurs se demander si les futurs agrégés ne bénéficieront pas de plus de possibilités d'emploi dans les années à venir, d'autant que l'âge moyen des enseignants est supérieur à 45 ans en Communauté française. Pas d'enthousiasme hâtif cependant : le nombre d'élèves est lui aussi en passe de diminuer du fait de la dénatalité.

Si l'enseignement est le plus beau métier du monde, comme nous le rappelle par ailleurs un directeur d'école, il n'a guère fait la part belle aux nouvelles recrues depuis le début de la décennie. Sur 78 agrégés, 32 n'ont jamais utilisé l'AESS dans leur vie professionnelle, sans qu'il soit possible de déterminer si ce fut par absence d'opportunités concrètes ou par choix personnel. Les 46 autres ont, à un moment ou à un autre, enseigné. Mais ils ne sont plus que 24 à exercer encore cette même fonction en 1999. Après avoir surfé d'intérim en intérim, 21 ont quitté le secteur et travaillé ailleurs. Les 25 "survivants" doivent dans leur grande majorité continuer à se contenter de contrats temporaires. Ils travaillent tous dans l'enseignement secondaire de plein exercice, sauf 4 (1 enseigne dans une Haute Ecole, 1 dans une école privée de langues et 2 en promotion sociale).

Il y a 20 ans, la majorité des historiens pouvaient espérer trouver un emploi stable (à durée indéterminée) dans l'enseignement secondaire en décrochant un horaire complet à "dominante historique" concentré dans un ou deux établissements. Sur nos 126 historiens, nous n'en avons dénombré que 5 dans ce cas, dont 1 seul est nommé.

Mais alors, si les historiens n'enseignent (presque) plus, où sont-ils donc passés ?

A suivre...

Philippe Catoire

(1) Ph. Catoire, *L'insertion professionnelle et les réalités de carrière des jeunes diplômés en histoire de l'UCL*, dans *Clio* n°96, avril-mai-juin 1993, p. 4-24 ; Fr. Rosart, *Jeunes diplômés au pays de l'emploi : attentes, difficultés, espoirs. Enquête réalisée auprès des diplômés en Philosophie et Lettres de l'UCL (1986-1990)*, Service-Emploi de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'UCL, 1993, 76p.

(2) Les listes des diplômés en histoire figurent dans *l'Annuaire 1998 de l'Association (Clio n° spécial, juillet 1998)*.

(3) Dans l'enquête de 1992, ce n'est pas 1 mais 7 régents qui avaient poursuivi la licence en histoire. La baisse s'explique

probablement par le passage, au milieu des années 80, du régendaat de 2 à 3 ans, sans que le régent ait pu profiter de cet allongement pour réduire la durée de la licence. Avec la suppression des titres légaux dans l'enseignement universitaire et avec la réforme programmée des "passerelles" des Hautes Ecoles vers les Universités, le régent pourrait cependant bénéficier d'une candidature unique et devenir licencié en 3 ans au lieu de 4.

(4) Précisons qu'il est tout à fait possible d'éviter de se relancer dans 2 années de licence en science politique si l'on veut travailler dans la fonction publique. Par exemple, en prenant des cours de promotion sociale en sciences administratives. Ou encore en suivant un gros cours à option en droit administratif durant la licence en histoire. Si le nombre d'heures est suffisant, on pourra de la sorte avoir accès à certains concours organisés par les administrations communales pour des fonctions de niveau 1 (universitaire).

(5) Ces chiffres ont été fournis par M. Jean Georges, que nous remercions pour sa collaboration.

## **" L'entreprise ne vous attend pas "**

*Au sein du bureau de recrutement Directive Selective, Pascal de Roubaix a déniché des centaines de talents - jeunes et moins jeunes - pour les entreprises en quête de perles rares.*

*Son message aux diplômés en sciences humaines: " Faites la différence car l'entreprise ne vous attend pas "*

*Pascal de Roubaix:* En réalité, je quitte progressivement Directive Selective pour lequel j'ai travaillé pendant 11 ans et je lance un nouveau bureau, Criterium. Jusqu'à présent, j'ai surtout répondu aux demandes des employeurs. A présent, je souhaite les anticiper davantage en faisant le point avec les personnes qui le désirent et en les aidant à définir ou à conforter un projet professionnel. Mon objectif est de présenter aux entreprises des profils suffisamment attractifs pour que celles-ci se disent "Il me le faut!" et qu'elles couvrent de la sorte les frais engagés par le dossier.

*Clio:* Avec quelles entreprises travaillez-vous ?

*PdR:* Toute entreprise tous secteurs confondus, à l'exclusion du secteur public qui ne recourt pas aux bureaux de notre genre pour le

recrutement de son personnel.

Je compte étendre mon réseau à des entreprises que je ne connais pas encore bien en leur envoyant des candidats potentiels. Même si ceux-ci ne sont pas recrutés, ce sera pour moi l'occasion de nouer le contact et de mieux cerner les besoins de l'employeur.

J'aimerais aussi davantage travailler avec les PME qui constituent l'un des principaux recruteurs, mais elles sont très difficiles à contacter car elles constituent un ensemble très disparate et la plupart n'engagent qu'un ou deux universitaires par génération.

*Clio:* Que cherchent les entreprises ?

*PdR:* Des ingénieurs civils, des diplômés en économie et en gestion, ainsi que des juristes. Mais certains

diplômes non universitaires sont aussi très recherchés: les ingénieurs industriels, les techniciens spécialisés par exemple.

Depuis que je travaille comme conseiller en recrutement, je n'ai jamais eu une demande spécifique pour une licence en sciences humaines. Leur côté "non marchand" n'aide pas à convaincre l'entreprise. Mais comprenons-nous bien: ça ne signifie pas que ce type de diplôme est refusé. Lorsqu'une entreprise recherche un bon commercial, un bon administratif ou un bon organisateur, il arrive fréquemment qu'elle ne précise pas l'intitulé du diplôme universitaire.

En fait, les licenciés en sciences humaines bénéficient généralement de deux atouts: leurs qualités intellectuelles d'une part, leur intérêt poussé pour leurs études d'autre part. On ne fait pas de la philosophie ou de l'histoire par hasard (ce qui est loin

# EMPLOI

## Portrait "fin de siècle" L'insertion professionnelle et les réalités de carrière des jeunes diplômés en histoire de l'UCL dans les années 90 (2<sup>e</sup> partie)(1)

*L'insertion des historiens dans le secteur marchand est devenue un secret de polichinelle. Mais si on répète à l'envi que les "historiens aussi travaillent dans les banques", on cerne généralement mal ce qu'ils y font. C'est la raison pour laquelle nous avons opté pour une répartition des 126 historiens testés par fonction professionnelle, et non par secteur d'activités (voir graphique 1). Ce classement a un autre avantage: celui de rappeler que les secteurs associatif et public restent de grands pourvoyeurs d'emploi pour les historiens.*

Trente-deux historiens **gèrent et organisent**. C'est la catégorie la plus nombreuse de notre échantillon. Pas si étonnant si l'on veut bien considérer que "les historiens se repaissent avec délectation de grosses liasses de papier et qu'ils savent déceler les informations utiles que recèlent ces monceaux de formulaires" pour reprendre l'un des historiens sondés. C'est aussi la catégorie la plus hétérogène, au vu des intitulés des postes: assistante de direction, employé, secrétaire d'administration, chargé de mission... Même si nous ne disposons pas d'un descriptif détaillé des tâches exercées, celles-ci présentent visiblement de grandes disparités d'une personne à l'autre. Purement opératoires pour les uns, elles sont plus stratégiques et créatives pour les autres. Le secrétaire d'édition n'est ni secrétaire d'administration, ni secrétaire de direction.

Les environnements de travail sont, eux aussi, aussi différents que possible: édition (4), communication marchande (2), fonction publique fédérale et communale (9), institutions de recherche et musées (3), organismes de formation (2), ASBL (4), parti politique (1), entreprises diverses (7). Les entreprises présentent peu de points communs entre elles, si ce n'est qu'il s'agit généralement de sociétés de services (1 seule banque cependant!).

Les 3/4 des diplômés ici représentés estiment que

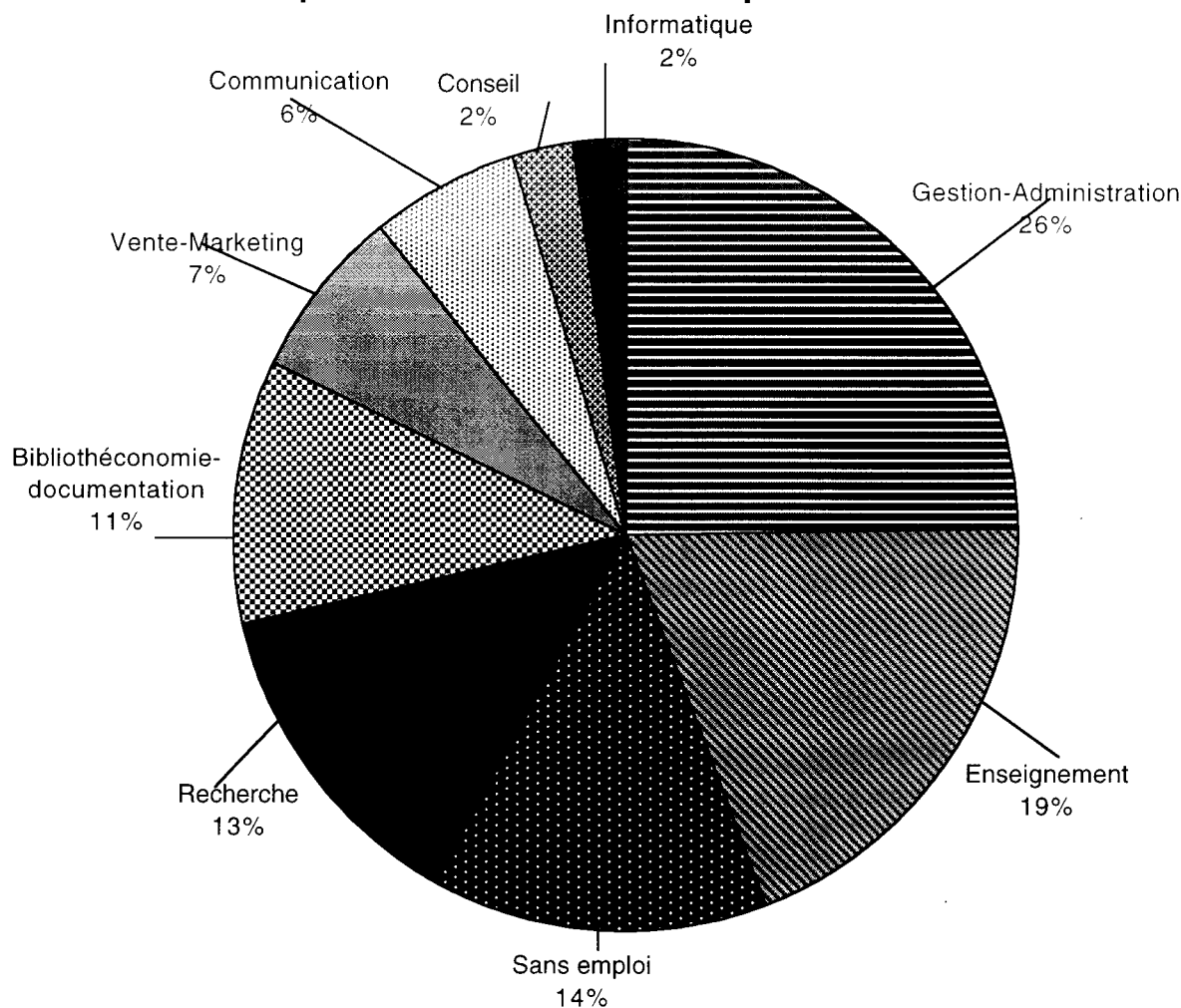
leur fonction présente peu ou pas de liens avec leur formation initiale. Mais ils n'en sont pas moins globalement satisfaits de leur emploi: ils jouissent d'une stabilité réelle, ont la possibilité de participer aux décisions et leur job est plutôt enrichissant sur le plan intellectuel. Deux diplômés considèrent leur emploi comme un "passage" vers un autre emploi, comme la possibilité d'acquérir une expérience pratique.

Les **enseignants** ont déjà été évoqués dans la 1<sup>ère</sup> partie de cet article. Ajoutons que les historiens enseignent la plupart du temps d'autres cours de sciences humaines: actualité, religion... Les horaires complets d'histoire sont devenus marginaux.

Les historiens **sans emploi** constituent un groupe non négligeable, mais une petite moitié d'entre eux a fait ce choix volontairement, notamment pour reprendre des études à temps plein. Ce type de décision correspond alors à une réorientation radicale, car les études entreprises n'entretiennent plus guère de liens avec la formation initiale (paramédical, conservatoire, engagement religieux, criminologie...).

Les historiens au chômage (8) ou en stage d'attente (2) montrent clairement que les débuts de la carrière

**Graphique 1**  
**Répartition des 126 historiens par FONCTIONS**



professionnelle de nos jeunes diplômés sont émaillés de nombreux contrats à court terme entrecoupés de périodes d'inactivité plus ou moins longues (cfr infra).

Ce n'est pas un scoop: tous les **chercheurs** – ou presque – ont une situation professionnelle instable. Leur nombre élevé ne doit donc pas faire illusion car dans 5 ans, il est probable que seule une partie d'entre eux aura conservé une activité de recherche à temps plein.

Autre confirmation: les historiens ne sont pas seulement chercheurs en histoire, mais aussi en archéologie, en informatique, en environnement ou en sciences sociales. La méthodologie rigoureuse de l'historien s'exporte

visiblement bien et est appréciée dans les autres disciplines.

Après quelques centaines d'heures passées en bibliothèque pour le mémoire, les séminaires et autres exercices, 14 historiens sont "passés DE L'AUTRE CÔTÉ DU COMPTOIR". Un passage qui ne s'improvise pas si l'on veut bien se souvenir que 10 d'entre eux ont une formation complémentaire en sciences documentaires (cfr 1<sup>ère</sup> partie de l'article).

Le comptoir n'est pas uniquement celui des bibliothèques publiques (4 cas) et ici aussi, les cadres de travail sont très diversifiés: organisations socio-culturelles (4),

CPAS (1), entreprise de consultance (1), chaîne télévisée (1), institutions d'enseignement (3).

Point noir: les salaires ne sont visiblement pas à la hauteur. Le statut et la reconnaissance du bibliothécaire-documentaliste ont encore du chemin à faire dans notre pays.

Parmi les 10 historiens exerçant une activité principale dans la **vente** et le **marketing**, 7 travaillent dans un commerce, dont 4 en librairie. Les 3 derniers exercent des

fonctions de marketing plus stratégiques (à l'étranger pour l'un d'entre eux) dont ils sont globalement satisfaits. En librairie par contre, rémunération, horaires et perspectives d'avenir sont quasi unanimement perçues comme négatives.

On aurait pu s'attendre à voir plus de 8 personnes en **communication**, une fonction généralement considérée comme attractive par des jeunes diplômés en quête de jobs à haut potentiel relationnel. Mais il est vrai que les

### Répartition par FONCTION des 126 historiens

FONCTIONS	TO T.	POSTES	Types de contrat	EMPLOYEURS
Gestion – Administration – Organisation (AO)	32	Inspecteur d'administration fiscale, assistant(e) de direction, production manager, secrétaire d'édition, secrétaire politique, assistant, rédacteur, vérificateur, secrétaire général...	CDI (23) CDD (8) IDPT (1)	Fonction publique (12) Secteur privé marchand (13) Secteur privé non marchand (7)
Enseignement-Formation (E)	25	1 maître-assistant 23 professeurs 1 formateur	CDD(16) CDI (8) IDPT (1) Inconnu (1)	Ecoles secondaires (21) Haute Ecole (1) Promotion sociale/ Formation d'adultes (3) Ecole privée (1) Formateur indépendant (1)
Sans emploi (SE)	18	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 stagiaires FOREM/ORBEM</li> <li>• 8 chômeurs (dans 4 cas, la période de chômage dure depuis plus de 6 mois)</li> <li>• 6 Etudiants</li> <li>• 2 personnes ont choisi de ne pas travailler</li> </ul>		
Recherche (R)	17	5 assistants 8 chercheurs 3 aspirants FNRS 1 archéologue	CDD(15) CDI (2)	UCL (8) Autres universités belges (6) Universités étrangères : (1) ASBL (1) Fonction publique (1)

Bibliothéconomie – documentation (BD)	14	8 bibliothécaires 3 documentalistes 2 archivistes 1 médiathécaire	CDD (5) CDI (8) Inconnu (1)	Fonction publique (1) Secteur privé marchand (1) Secteur privé non marchand (5) Bibliothèques publiques (5) et universitaires (2)
Vente-marketing (VM)	10	Chargé de mission, campaign strategist, gérant, libraire, employé...	CDI (6) CDD (3) IDPT (1)	Secteur privé marchand (10)
Communication (COMU)	8	3 journalistes 3 guides/animateurs 1 attaché de presse 1 chargé de la communication	CDD (3) CDI (4) IDPT (2)	Fonction publique (4) Secteur privé marchand (2) Secteur privé non marchand (3)
Conseil (CONS)	3	Consultant en recherche documentaire et Internet, conseiller en intérim, conseiller en assurances et placements	CDI (3)	Secteur privé marchand (3)
Informatique (INFO)	3	2 Analystes-programmeurs 1 Junior IS analyst	CDI (3)	Secteur privé marchand (3)

CDD = Contrats à durée déterminée (y compris les intérim, ACS,...)

CDI = Contrats à durée indéterminée (y compris les nominations dans la fonction publique)

IDPT = Indépendant

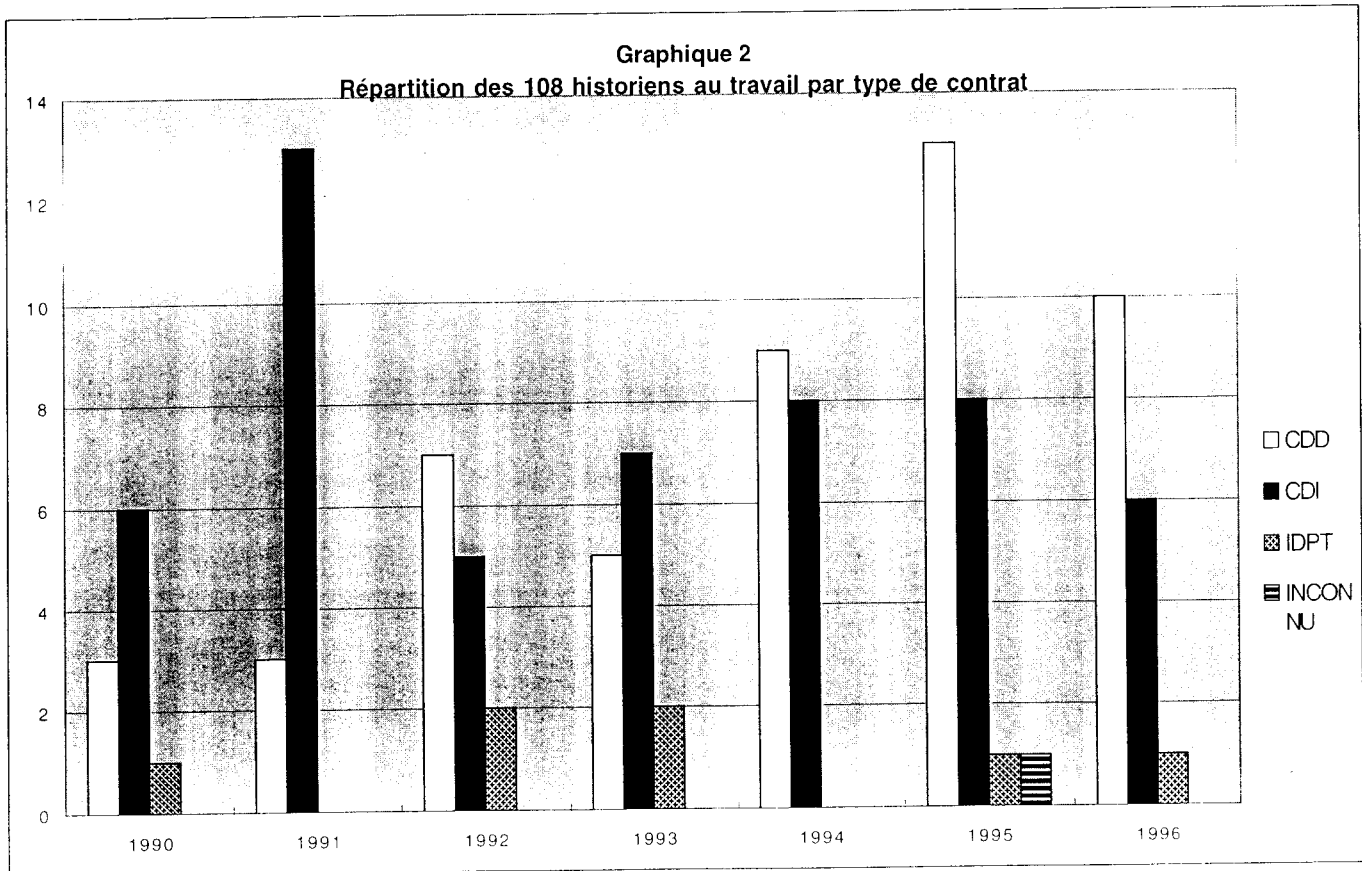
Il arrive que certains diplômés travaillent dans une même fonction (enseignante par exemple) avec deux contrats différents, ce qui explique la différence éventuelle entre les chiffres de la 2<sup>e</sup> colonne (tot.) et ceux de la 4<sup>e</sup> (types de contrat).

organes de presse travaillent désormais le plus souvent avec des indépendants. L'entrée dans le secteur est également rendue très concurrentielle du fait de la multiplication des diplômés en communication qui bénéficient, eux, de stages durant leur formation, royales opportunités pour acquérir de l'expérience et se faire connaître.

Parmi tous les diplômés dont il a été question jusqu'à présent, nombreux sont ceux qui recourent peu ou

prou à l'outil **informatique** dans leurs activités professionnelles. Dans notre échantillon, trois en ont fait une profession à part entière et sont devenus analystes-programmeurs. Pour être complet, il faut y ajouter trois autres diplômés, classés dans d'autres rubriques, et qui exercent des fonctions de consultance, de recherche ou de formation en informatique.

A l'instar du secteur informatique, les assurances



et l'intérim ont également le vent en poupe sur le marché de l'emploi actuel. On y retrouve deux historiens, dans des fonctions de **conseil**.

Le graphique 2 montre que la grande majorité des diplômés interrogés travaillent actuellement comme salariés; les indépendants restent isolés. Les contrats stables sont, assez logiquement, plus nombreux chez les historiens plus âgés. Toutefois, la proportion des contrats temporaires reste non négligeable chez les historiens du début de la décennie.

A noter également que la grande majorité des travailleurs exerce une seule activité, à temps plein ou à temps partiel. Seuls 4 historiens exercent simultanément deux fonctions professionnelles différentes.

75% des diplômés ont connu au moins 2 contrats d'emploi depuis la fin de la 2<sup>e</sup> licence en histoire, 25% en ont accumulé au moins 4! (voir graphique 3).

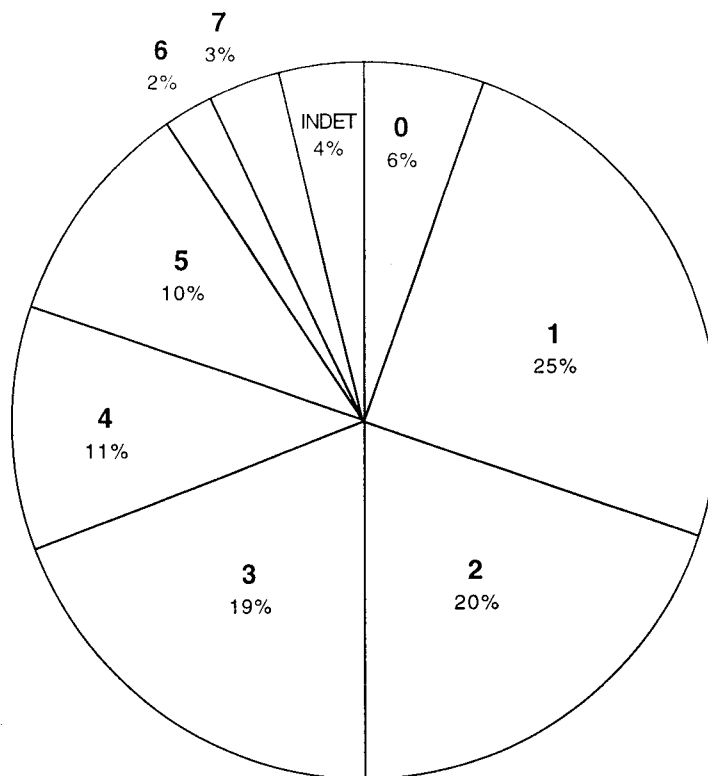
Certains itinéraires se caractérisent par une grande instabilité. Comme cette diplômée, au chômage depuis 15

jours, qui, après avoir travaillé 21 mois dans une banque, a assuré un intérim de 15 jours dans l'enseignement, puis un remplacement de 3 mois au Ministère des Finances. Ou cet historien d'abord intérimaire dans une école secondaire (7 mois), puis assistant de langue française à l'étranger (7 mois), à nouveau intérimaire (2x2 mois), et enfin coordinateur d'une asbl sociale depuis 10 mois.

Cette instabilité doit toutefois être relativisée, pour plusieurs raisons:

- 1) 25% des diplômés ont décroché un premier emploi directement stable, qu'ils exercent parfois depuis plusieurs années.
- 2) Les différents contrats ne sont pas forcément entrecoupés de longues périodes de chômage; il est même fréquent qu'ils se suivent de près.
- 3) Les différents emplois sont souvent exercés dans le même secteur et/ou la même fonction, ce qui permet à certains diplômés de se ménager au fil du temps des opportunités plus stables. C'est surtout le cas dans l'enseignement, le secteur associatif et la fonction publique.

**Graphique 3**  
**Nombre de contrats exercés depuis la fin de la 2e licence**



### **Des niches où trouver son os?**

Au-delà des difficultés des enseignants et des chercheurs, des pistes prometteuses d'emplois futurs se dégagent des itinéraires des jeunes historiens: concevoir des supports multimédias, gérer l'information et former d'autres à la recherche documentaire, créer des événements et gérer des institutions à vocation culturelle...

Si ces emplois concernent encore trop peu d'historiens, notre enquête – ainsi que la dernière soirée-emploi (2) – montre clairement que les jeunes diplômés s'adaptent, non sans peine parfois, à l'évolution du contexte socio-professionnel. Ils auraient clairement apprécié que leur formation initiale en fasse autant, aux fins de faciliter leur insertion et de disposer d'outils un peu plus en phase avec notre temps.

Laissons le mot de la fin à la revue française *Vie universitaire*, qui se demandait récemment dans un dossier sur l'enseignement des lettres dans les universités françaises si la véritable question [n'était] pas la frilosité [de l'université] devant une demande latente de la société et des étudiants. Le choix est clair à défaut d'être simple: rester

*enfermés dans une approche défensive marquée par une logique de formation d'enseignants et de fonctionnaires ou aborder avec audace la société telle qu'elle est aujourd'hui.*

*Des secteurs entiers connaissent de grands bouleversements, liés à la fois aux nouvelles technologies et aux échanges internationaux. Quand on observe la réalité de la société française, ses évolutions, ce qui frappe le plus, c'est l'énorme besoin que pourraient satisfaire les formations dites "littéraires". A-t-on pensé que tout ce que l'on appelle les "nouvelles technologies" requéraient en amont et en aval? N'y a-t-il pas, comme le fait justement remarquer Bruno Gelas, président de l'Université Lumière à Lyon, des pans entiers de formations laissés au secteur privé (dans le social, la mode, l'édition, etc...)? (3)*

Philippe Catoire

(1) La 1<sup>re</sup> partie de cet article est parue dans *Clio* n° 119, janv.-févr.-mars 1999. On y trouve l'identification des 126 historiens sondés ainsi qu'une analyse de leurs formations complémentaires.

(2) *Clio* 120, avril-mai-juin 1999, p. a-b.

(3) F. GUIMONT, *Les "littéraires" et la modernisation de l'université* (3): des étudiants dans une cage dorée, dans *Vie universitaire*, avril 1999, p. 19